



**TRANSPARENCY  
INTERNATIONAL**

the global coalition against corruption

**ENQUETES NATIONALES SUR LA CORRUPTION  
AU CAMEROUN 2006**

**ENQUETE QUANTITATIVE AUPRES DES MENAGES**

**Rapport de synthèse**

*(préparé by Raymond Dou' a)*

réalisée par  
« Groupe d'Etudes, de Recherche et de Conseils sur l'Insertion  
sociale » (GERCIS)

**Yaoundé May 2007**



## **About Transparency International**

Transparency International (TI) is the civil society organisation leading the global fight against corruption. Through some 90 chapters worldwide and an international secretariat in Berlin, Germany, TI raises awareness of the damaging effects of corruption, and works with partners in government, business and civil society to develop and implement effective measures to tackle it.

To read more about Transparency International go to [www.transparency.org](http://www.transparency.org)

All material contained in this report was believed to be accurate as of 2007.

Every effort has been made to verify the information contained herein, including allegations. Nevertheless, Transparency International does not accept responsibility for the consequences of the use of this information for other purposes or in other contexts.

**© 2007 Transparency International**

Transparency International Secretariat  
Alt Moabit 96  
10559 Berlin  
Germany  
<http://www.transparency.org>

## **CHAPITRE 1 : CARATERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES**

L'enquête quantitative auprès des ménages a porté sur un effectif de 1102 personnes âgées d'au moins 18 ans, et sélectionnées à raison d'une personne au hasard par ménage. Le genre masculin domine, avec un effectif de 627 personnes (57%) contre 475 personnes de sexe féminin (43% de l'effectif total).

Le plan de sondage avait prévu l'interview des ménages de tous les milieux et de toutes les provinces.

### **1.2. Autres caractéristiques socio-démographiques.**

Fig. 1 La distribution par âge

**Tableau 1.4 Le niveau d'instruction**

Niveau d'instruction	Pourcentage
Illettré	10.4
Education primaire	29.9
Education secondaire	41.6
Niveau Bac	8.7
Niveau d'éducation supérieur	9.4
<b>Total</b>	<b>100</b>

Pour ce qui est de la situation d'activité, 61% déclarent exercer une activité, aussi bien dans le public que le privé, ou dans les secteurs formel et informel. Les autres sont des personnes sans emploi (10.5%), des étudiants (10.5%), ou des femmes au foyer (15%) et des personnes en retraite (3%).

## **CHAPITRE 2 : VULNERABILITE**

Deux séries de questions permettent de mesurer la vulnérabilité des répondants : la première a trait à leurs perceptions de l'acuité des problèmes économiques et de la corruption et la seconde à la façon dont ils sont ou peuvent être exposés à la corruption.

### **2.1. Importance des problèmes économiques**

Les ménages ont été amenés à se prononcer sur l'importance de plusieurs problèmes auxquels le Cameroun est confronté, dont ceux relatifs aux prix élevés, à la pauvreté, au chômage et à la corruption. Leurs réponses sont dans l'ensemble très révélatrices de l'acuité des problèmes économiques qu'ils vivent.

Tableau 2.1 Avis sur l'importance des problèmes économiques

Rang	Problème	Considéré comme important (en %)	Considéré comme très important (en %)
1	Le chômage, les problèmes d'emploi	5.26	92.6
2	La pauvreté	7.44	89.1
3	Les prix/inflation	11.34	79.9
4	La grande corruption ou corruption politique	9.62	78.31
5	La corruption ordinaire ou administrative	12.89	76.77

Dans l'ensemble, les ménages déclarent être très préoccupés par les problèmes économiques. Cette préoccupation est partagée aussi bien par les femmes que par les hommes (la différence n'est pas significative entre les deux sexes).

## **2.2 Exposition à la corruption**

Près de 45% des enquêtes ont été, eux-mêmes ou un membre de leur foyer, victimes ou témoins d'une demande de paiement non officiel ou d'un acte de corruption.

## **2.3 Affectation par la corruption**

Dans l'ensemble, 35.8% des personnes interrogées affirment qu'elles-mêmes ou un membre de leur foyer ont payé un pot de vin sous quelque forme que ce soit.

### **Prise en compte du genre**

Les femmes ont payé et ont moins reçu de paiements que les hommes (22% contre 32% et 29% contre 41% respectivement).

### **Prise en compte de la profession**

Au sein du premier groupe, les agents du secteur public (toutes catégories confondues) ressortent comme étant les plus victimes d'actes de corruption. Près de 40% d'entre elles reconnaissent avoir personnellement versé un pot de vin au cours des 12 derniers mois, contre une moyenne de 27.6% des répondants. En effet, comme il a été parfois observé, il arrive que certains opérateurs économiques excédés par les agissements des agents de l'Etat décident d'arrêter de leur chef leur activité économique, un peu comme pour dire à leurs tortionnaires : « Si je cesse d'exercer, que moyen de coercition pouvez-vous encore avoir contre moi ? ». L'agent

du secteur public qui court après son dossier dans les méandres de l'administration ne peut en faire autant, ou sinon en prenant des risques qu'il sait trop élevés par rapport au « petit paiement » qui pourrait aider à résoudre son problème sans trop se faire remarquer.

Il faut d'ailleurs souligner que 66.4% des acteurs du secteur informel reconnaissent avoir effectué un don ou un pot de vin pour résoudre un problème avec des agents de l'Etat.

### **Prise en compte du milieu de résidence**

Les personnes vivant en milieu rural sont celles qui ont relativement le plus reçu de l'argent ou des cadeaux pour élire un candidat (41%). Par contre pour ce qui est des paiement de pot de vin, ce sont les citadins qui se classent en tête (31% face à une moyenne de 27.6%).

## **CHAPITRE 3 : IMPORTANCE DE LA CORRUPTION**

### **3.1- Perception de l'importance des problèmes de corruption**

La grande majorité des camerounais (un peu plus des trois quarts des enquêtés) pensent que la corruption ordinaire constitue un problème « très important » au Cameroun ; il en est pratiquement de même de grande corruption.

Cependant, les hommes, les personnes résidant en milieu urbain et celles ayant un niveau d'études plus élevé perçoivent plus la corruption, qu'elle soit ordinaire ou à grande échelle, comme étant un problème « très important » au Cameroun.

### **3.2- Degré de priorité à accorder au problème de corruption**

Ainsi, environ seulement 10% de la population pensent que la corruption (ordinaire ou grande) devrait constituer la première priorité à résoudre parmi les huit problèmes décriés au Cameroun qui sont :

Le chômage, manque d'emploi
La pauvreté
Les prix élevés/inflation
La corruption ordinaire ou administrative
La grande corruption ou corruption politique
L'insécurité/ les crimes/ la violence
La violation des droits de l'homme
Les problèmes environnementaux

### **3.3- Tendances générales de l'évolution de la corruption et évaluation de l'action des autorités**

#### **Le passé**

Les personnes sondées peignent plutôt un tableau sombre du Cameroun en matière de corruption. En effet, une bonne majorité (60%) pense que la corruption s'est

accentuée au cours des trois dernières années, et peu (36%) accordent du crédit à l'action du Gouvernement camerounais en matière de lutte contre ce phénomène.

### **Les perspectives**

Les enquêtés ne sont pas très optimistes quant aux résultats des actions engagées contre la corruption. Seuls 22% (237 personnes au total) classent la corruption (corruption ordinaire ou grande corruption) parmi leurs premières priorités. Parmi ceux-ci, respectivement 23% et 29% seulement pensent qu'il est très probable que le Gouvernement résolve la corruption ordinaire et la grande corruption dans les années à venir.

## **CHAPITRE 4 : SECTEURS OU SERVICES PUBLICS A FORTE PREVALENCE DE CORRUPTION**

### **4.2. Perception de la prévalence de la corruption**

**Tableau 4.1 : Classement des services ou secteurs selon la prévalence de corruption**

**Données en %**

<b>Rang</b>	<b>Secteur ou service</b>	<b>Pourcentage de personnes ayant répondu que ce secteur est très affecté par la corruption</b>
1	La police/gendarmerie	81
2	La douane	70
3	Les services d'impôt	67
4	Le système légal/judiciaire	61
5	Les services de transport (problèmes de permis, licences et autres pièces)	46
6	Les partis politiques	34

### **4.3. Fréquences de paiements non officiels dans le cadre d'une démarche**

La police et la douane se classent nettement en tête. Pour les quatre services offerts par la police (récupérer un véhicule volé, éviter de payer une contravention, porter plainte, obtenir un passeport ou un document d'identité), les proportions de personnes ayant effectué un paiement non officiel sont parmi les plus élevées. En particulier, aux dires des personnes concernées, pour récupérer un véhicule volé, régler ou éviter de payer une contravention, il est systématique de payer un dessous de table.

**Tableau 4.2 : Fréquences de paiements non officiels dans le cadre d'une démarche**

N°	Démarche/action	Pourcentage de personnes ayant effectué un paiement non officiel au cours de cette démarche/action
1	Récupérer son véhicule volé ou à la fourrière	95
2	Régler ou éviter de payer une contravention (circulation)	89
3	Déclarer des biens auprès des douanes ou une agence de contrôle	81
4	Obtenir un permis de conduire ou la carte grise d'un véhicule	48
5	Obtenir un permis de construire ou de démolition	47
6	Porter plainte dans un commissariat/gendarmerie	42

#### 4.4. Synthèse des résultats

Au regard de l'analyse faite dans les deux sections précédentes, il ressort clairement que pour les personnes enquêtées, la police, la douane, les services d'impôt, la justice, les services de transport, et le système éducatif se classent parmi les services à forte prévalence de corruption. Ces services qui sont souvent sollicités et bien connus du public camerounais véhiculent, en matière d'intégrité, une image très négative, ce que les données issues de l'enquête semblent bien confirmer.

## **CHAPITRE 5 : NATURE, MANIFESTATIONS ET COUT DE LA CORRUPTION**

### **5.1- Nature des pratiques de la corruption**

En ce qui concerne les pots-de-vin versés au cours des 12 derniers mois, c'était dans près de 4 cas sur 10 sur demande pour éviter un problème avec les autorités (l'autorité ou un intermédiaire ayant exigé ce pot-de-vin pour ne pas sanctionner une faute ou infraction de la victime) et dans environ 6 cas sur 10 sur demande pour bénéficier d'un service (par exemple le traitement ou suivi de dossier, octroi d'un marché ou d'autres avantages mérités ou non). Il s'est donc agi de la corruption passive.

## **5.2. Attitudes et pratiques de la corruption**

Parmi les situations étudiées, il apparaît que les répondants auront tendance à offrir un pot-de-vin principalement pour sauver la vie d'un des leurs nécessitant une urgence alors que le personnel médical est différent (34.6% des cas) ou pour diligenter l'établissement d'un permis de conduire, d'une licence ou d'une autorisation du Gouvernement (24%). Dans ces deux situations, l'alternative au versement du pot de vin est le recourir à un trafic d'influence pour environ 12% des personnes interrogées. Ces attitudes ne semblent pas beaucoup varier suivant le sexe, le milieu de résidence, le niveau d'instruction et la religion de l'enquêté.

## **5.3. Mesure du coût de la corruption**

### **Coûts de la corruption chez les personnes exerçant une activité dans le secteur informel**

Chez cette frange de la population, les montants des « cadeaux » versés aux représentants de l'Etat au cours des 12 derniers mois vont de 0 à 500 000 FCFA (762€). En moyenne, chacune des 121 personnes dans cette situation a versé 49 031 FCFA (74€).

### **Coûts de la corruption dans les ménages**

Il n'est sûr qu'un membre d'un ménage, surtout lorsqu'il n'en est pas le chef, puisse être très au courant des montants de pots-de-vin versés par tous les autres. Avec cette réserve, nous présentons les montants indiqués, qui sont compris dans une plage de 150 FCFA à 3 millions, avec une moyenne de 98 425 FCFA, avec une très forte dispersion. Le montant le plus cité est 10 000 FCFA (15€), avec cependant une faible fréquence (8.6%).

### **Coût de la corruption chez les individus.**

**Tableau 5.2 : Statistiques sur les coûts de la corruption**

N°	Démarches effectuées au cours des 12 derniers mois	Nombre de personnes		Statistiques sur les versements au cours des 12 derniers mois (en FCFA)						
		Ayant effectué cette action	Ayant fait un versement non officiel	Minimum	Minimum	Moyenne	Ecart type	Médiane	Mode	Fréquence modale
1	Obtenir un passeport ou une pièce d'identité	218	82	300	150 000	9 850	30 790	2 500	1 000	17,1
2	Obtenir un permis de conduire ou la carte grise d'un véhicule	49	23	2 000	48 500	17 155	3 025	13 000	10 000	17,4
3	Obtenir un permis de construire ou de démolir	17	8	5 000	100 000	35 000	3 880	21 500	50 000	25,0
4	Obtenir un acte de naissance, de décès, ou de mariage	198	50	350	150 000	11 760	5 300	5 000	5 000	20,8
5	Déclarer des biens auprès des douanes ou une agence de contrôle	31	25	1 000	1 375 000	172 140	48 405	80 000	200 000	12,0

## **CHAPITRE 6 : EXPERIENCE DE LA CORRUPTION DANS LE PROCESSUS ELECTORAL**

### **6.1. Perception de l'activité politique au Cameroun**

Pour savoir comment les Camerounais perçoivent le travail et les avantages accordés aux hommes politiques, des données ont été collectées, ayant trait non seulement à la présence de la corruption dans la vie politique, mais également au degré d'affectation des partis politiques par la corruption. Plus intéressante encore a été la recherche relative à la motivation de l'engagement en politique.

#### **6.1.1. Motivation de l'engagement politique**

A la question de savoir pourquoi les gens s'engagent en politique, la majorité des personnes de l'échantillon répondent sans ambages, et de façon spontanée, que leurs concitoyens s'engagent en politique pour s'enrichir. Seuls 10,62% de personnes pensent que les hommes politiques sont mus par le désir de servir les autres, de contribuer au mieux-être de leurs concitoyens.

#### **6.1.2. De la corruption dans la vie politique**

C'est plus de 60% de l'échantillon qui considère le monde politique camerounais comme un monde corrompu, même si le degré d'affectation n'est pas perçu de la manière par tout le monde. Une autre remarque qui nous a semblé intéressante, est que parmi les personnes rencontrées, certaines ont déclaré être membres ou responsables locaux de certains partis politiques. Mais même avec ces personnes, les échanges ont permis de se rendre compte de l'évidence de la corruption dans la vie politique, quoique certains se soient lancés dans le jeu de l'accusation de certains partis politiques.

#### **6.1.3. Degré d'affectation des partis politiques par la corruption**

Il apparaît clairement que 87,86% des opinions exprimées décrivent un environnement politique où les principaux acteurs sont atteints, au moins de façon considérable, par la corruption.

### **6.2. Manifestations de la corruption pendant les élections**

#### **6.2.1 Attitudes par rapport à l'inscription sur les listes électorales**

Près de la moitié des enquêtes, soit 47,10% de l'échantillon, estime qu'il n'y a rien à faire si des officiels refusent ou ne sont pas pressés de les inscrire sur les listes électorales.

En d'autres termes, ces personnes interviewées disent que les autorités administratives traditionnelles impliquées dans le processus électoral gèrent les populations à leur guise, et le simple citoyen ne peut rien contre eux. Un autre délai que les enquêteurs ont pu relever et qui va dans les sens des raisons de cette première attitude, est que l'inscription même est sans objet, puisque deux situations peuvent se présenter : on peut être inscrit, et ne jamais recevoir une carte électorale qui permette effectivement de voter ; on peut être inscrit, et même voter, mais les

résultats sont connus d'avance, d'où l'inutilité des démarches en vue de se faire inscrire sur les listes.

### **6.2.2. Pratiques observées pendant les campagnes électorales**

2.27%, une proportion peu significative. Ils avancent le fait qu'un billet de 1000 francs CFA, une bouteille de bière ou un pagne, ce n'est pas suffisant pour décider un électeur à voter pour un candidat. Oui plus est, disent ces personnes, il est normal que lorsqu'on descend sur le terrain pour rencontrer les populations, on prévoie quelque chose pour entretenir la conversation. 24.59% qui trouvent que cette pratique est tout simplement courante, on obtient près de 90% de l'échantillon qui non seulement reconnaissent le caractère généralisé de la pratique, mais surtout la condamnent.

Cette tendance s'est confirmée lorsque l'on demandé aux gens s'ils avaient reçu quelque « motivation » de ce genre lors de la dernière élection qui a eu lieu au Cameroun. Plus du tiers des personnes reconnaissent avoir reçu quelque chose. Cependant, parmi les près de 60% qui déclarent n'avoir rien reçu, il convient de distinguer deux groupes : d'une part, ceux qui n'ont pas reçu parce qu'ils n'y vont jamais, parce qu'ils se méfient de tout ce qui est politique, parce qu'ils critique la corruption et la vénalité des politiciens, et d'autre part, ceux qui auraient bien voulu en recevoir, mai n'y ont pas accès, parce qu'ils ne sont pas membre influents de tel ou tel parti, parce qu'ils ne' sont pas chefs traditionnels ou leaders de quelque association de soutien à tel ou tel candidat.

Il se dégage ainsi de l'analyse des opinions collectées et relatives à la vie politique en général, au processus électoral camerounais en particulier, que les citoyens font très peu confiance aux politiciens. Le processus électoral, quant à lui, n'inspire aucune confiance non seulement du fait qu'il est vicié dès sa conception et corrompu dans son déroulement, mais aussi et surtout parce qu'il y a une super corruption de l'appareil d'Etat qui rend toute élection finalement inutile. « On sait qui va gagner on prend les mêmes et on recommence, il y a peu d'espoir de changement socio-politique par les élections ».

## **CHAPITRE 7 : ANALYSE DES COMPORTEMENTS RELATIFS A LA CORRUPTION**

### **7.2. Motivations des actes de corruption**

#### **7.2.1. Services obtenus « grâce à » la corruption**

Ainsi, 46% des corrupteurs disent qu'ils ont offert un pot- de- vin pour faire avancer une dossier, et 24% déclarent l'avoir fait pour obtenir une place ou une admission. Dans près de 6 cas sur, 10, ce sont les agents des services publics et autres qui demandent des paiements non officiels, alors que dans 4 cas sur 10, ce sont les usagers qui prennent l'initiative.

#### **7.2.2. Problèmes évités « grâce à » la corruption**

Un quart des ménages enquêtes et qui déclarent avoir corrompu pendant l'année passée donne comme motivation principale de leur acte le besoin de réduire ou

éviter les sanctions, impôts et taxes. Plus du tiers des concernés répondent que cette corruption est une extorsion pure et simple. Ceux qui sont allés à la fourrière évoquent entre autres l'attitude des agents en charge de ces services qui se croient tout permis, qui torturent l'utilisateur à tel point que l'on en arrive parfois à se croire heureux de s'en sortir en perdant juste quelques milliers de CFA « offerts » aux agents.

En répondant qu'ils donneraient un pôt-de –vin au personnel soignant, les individus concernés évoquent ici le réflexe naturel de la survie, en rappelant que l'on ne peut en aucun cas rattraper une vie perdue, et que même si l'on avait les moyens d'intenter un procès et de le gagner, on aurait d'abord perdu un être cher.

### **7.3. Les causes de la corruption**

Plus de la moitié des enquêtes citent comme première cause les bas salaires dans la fonction publique camerounaise.

#### **7.3.2. Les failles structurelles**

Ce qui est mis en cause, c'est tout ce que l'on considère comme dysfonctionnement : manque de transparence dans les affaires du gouvernement, nominations discrétionnaires, mauvais fonctionnement de l'administration, pouvoirs exorbitants accordés aux fonctionnaires. Les personnes rencontrées admettent tout cela comme causes de la persistance de la corruption.

#### **7.3.3. La culture ambiante**

L'élément de la culture populaire qui retient particulièrement l'attention dans le cadre de l'exploitation des données de l'enquête, est ce que l'on a appelé le désir d'enrichissement personnel.

C'est la raison pour laquelle la plus grande proportion de l'échantillon choisit la modalité « très importante ».

## **CHAPITRE 8 : LES RISQUES DE CORRUPTION**

### **8.1. L'application des sanctions**

Pour savoir si les sanctions sont appliquées, il faut déjà s'intéresser au cadre global de lutte contre la corruption, à la politique nationale en la matière, avant d'analyser la perception par le public de l'action des autorités.

#### **8.1.1. Existence et efficacité d'une politique de lutte contre la corruption**

Près de deux tiers de l'échantillon déclarent être au courant de l'existence au Cameroun d'une politique nationale de lutte contre la corruption. Seulement, il nous semble nécessaire de préciser qu'ici les personnes rencontrées ont certainement en tête les actions spectaculaires récentes telles que l'arrestation de quelques directeurs généraux de sociétés d'Etat.

### **8.1.2. Laxisme ou complicité active des autorités ?**

A propos de l'évaluation de l'action des gouvernements par le peuple, le constat est très net : les gens ne viennent pas très bien sur quoi le Gouvernement peut se fonder pour affirmer qu'il lutte contre la corruption et toute forme d'enrichissement illicite. En effet, seule une proportion insignifiante de l'opinion, soit 5.6%, trouve que le Gouvernement est très performant dans la lutte contre la corruption. Plus de la moitié n'a pas pu résoudre le problème en essayant de se plaindre.

### **8.2.3. Contributions individuelles au combat commun**

Enfin, que peut faire l'individu pour aider la société à amorcer un changement positif ? Rien, comme disent 38% des personnes rencontrées ? Ou au moins s'abstenir de se livrer à la pratique, comme disent 29% ? La première solution s'apparente bien à l'attitude passive que d'aucuns adoptent face aux situations auxquelles ils sont confrontés.

Ceux qui se disent prêts à dénoncer ou à s'engager dans l'action militante ne représentent, en tout, que 27.5% de l'échantillon, soit à peine le quart. Peut-être y a-t-il un potentiel d'acteurs, de militants anti-corruption au sein de la population. Peut-être n'attendent-ils qu'un coup de pouce du Gouvernement ou d'une structure crédible de la société civile. Il est également possible que le combat social n'ait pas commencé à cause du rôle et du pouvoir de l'Etat dans la régulation de la vie sociale. Quel que soit le cas, l'étude n'a pas identifié une seule personne qui trouve en la corruption quelque chose de normal ou de positif. La condamnation du fléau est unanime, et n'a d'égale que sa grande prévalence dans la société.

Raymond DOU'A  
TI-Cameroon